

# Comme une lettre à la poste...

Page 24

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4613 - Dimanche 28 octobre 2018 - Prix : 10 DA

Un salon porté par une dynamique de l'édition

### Sila, top-départ à la joie de lire

Page 4

Ce que prévoit le projet de loi de finances 2019

# Aucune nouvelle taxe n'est proposée

Page 3

### A Istanbul, un sommet pas comme les autres

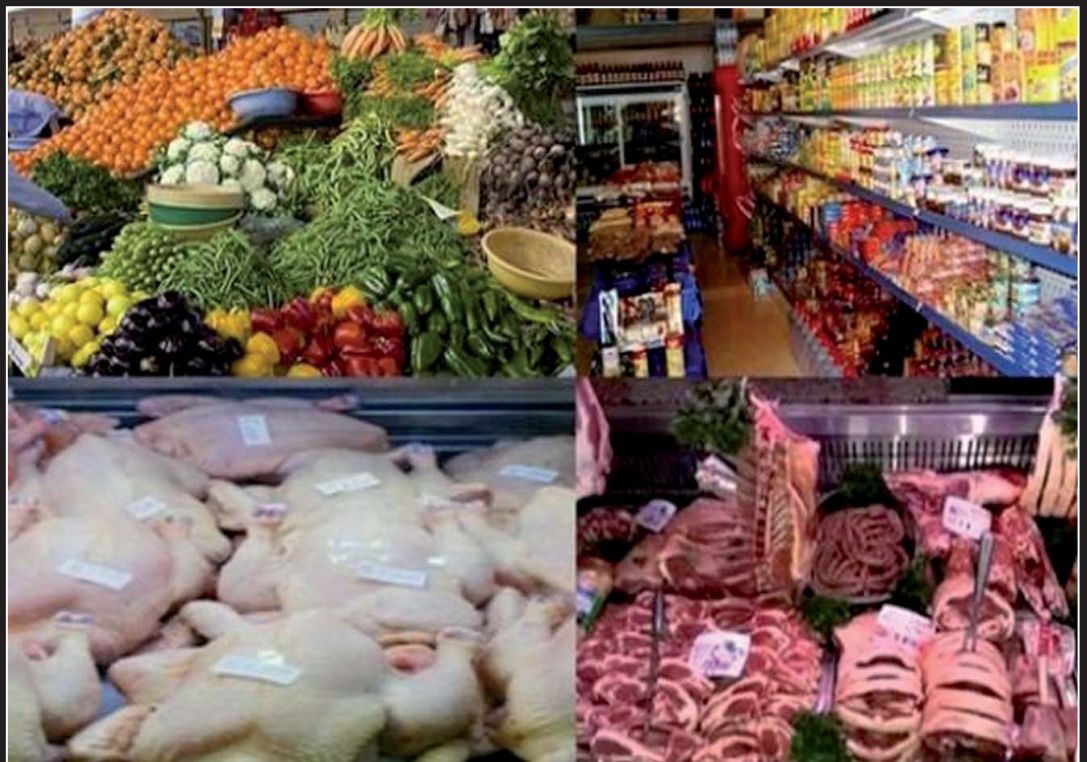
Par Mohamed Habili

Des quatre dirigeants ayant pris part au sommet qui s'est tenu hier à Istanbul, à savoir le russe Vladimir Poutine, le français Emmanuel Macron, le turc Recep Tayyip Erdogan, et l'allemande Angela Merkel, la seule à ne pas avoir de présence militaire en Syrie, c'est la chancelière allemande. Sans doute, la présence française n'est pas comparable à celle de la Turquie ou à celle de la Russie, mais le président français pourrait bien n'être dans ce sommet, à l'initiative apparemment de la seule Turquie, que le représentant d'une large coalition internationale bien active en Syrie, dont du reste son pays n'est pas le chef, mais les Etats-Unis. D'ailleurs Macron ne s'est pas rendu à Istanbul sans s'être auparavant coordonné avec le président américain. Staffan de Mistura, bien que partant, a été lui aussi invité, mais probablement juste pour ne pas déroger à la règle. En revanche, nul Syrien ne l'a été, qu'il représente Damas ou la rébellion. Jusque-là, les protagonistes syriens ont toujours été conviés aux rencontres internationales dédiées à la crise de leur pays, que ce soit à Genève ou à Astana. A Istanbul, ils ont été mis de côté, comme pour leur signifier que leur avenir à partir de maintenant n'est plus entre leurs mains, mais entre celles des puissances qui occupent leur pays, et dont l'intérêt est de s'entendre, nécessairement sur leurs dos, par-delà des divergences qui jusque-là ont semblé inconciliables. L'armée syrienne avec l'appui de ses alliés, russes notamment, est parvenue à reprendre la majeure partie du pays.

Suite en page 3

### Sans aucune explication

# La hausse des prix touche tous les aliments



La majorité des commerçants des différents marchés de la capitale ont décidé de gonfler les prix de leurs marchandises, affichant ainsi la pomme de terre à 90 DA, la courgette à 180 DA, les carottes à 170 DA, le poulet à 390 DA. Ils rejettent, comme toujours, la faute sur les grossistes.

Lire page 2

Commune de Béjaïa

## Le chapitre équipements, cheval de bataille de l'exécutif

Page 2

La production nationale à l'honneur à Annaba

## Ouverture aujourd'hui des «journées du film algérien»

Page 13

Sans aucune explication

# La hausse des prix touche tous les aliments

■ La majorité des commerçants des différents marchés de la capitale ont décidé de gonfler les prix de leurs marchandises, affichant ainsi la pomme de terre à 90 DA, la courgette à 180 DA, les carottes à 170 DA, le poulet à 390 DA. Les commerçants rejettent, comme toujours, la faute sur les grossistes.

Par Thinhinene Khouchi

Dans la majorité des marchés de la capitale, la pomme de terre est proposée à pas moins de 90 DA, un prix qui choque plus d'un et qui n'est pas justifié car le ministère de l'Agriculture avait annoncé que l'opération déstockage de plus de 90 000 tonnes de pomme de terre été lancée ce qui devait, normalement, inciter les commerçants à baisser le prix de cette dernière, chose pas faite, avons-nous constaté. La hausse n'a pas touché que la pomme de terre car tout est cher. En effet, au grand désarroi des citoyens, les prix des aliments de large consommation ne cessent d'augmenter. Depuis des semaines, les fruits et légumes et les viandes connaissent une hausse affolante. Visiblement, les commerçants se sont passé le mot, car aucun aliment n'a échappé à la hausse. Aux marchés Clauzel, Messonnier, de Chéraga et de Ain Benian, les acheteurs se contentent de regarder les prix et un seul mot revient chez tous : «C'est trop cher». Par exemple, au marché Clauzel et Meissonnier, du côté des légumes, la tomate est vendue 85 DA chez certains, tandis que d'autre l'exhibent à 150 DA, expliquant qu'elle est de bonne qualité. Les oignons affichés à 45 DA il y a une semaine, sont à 65 DA le kilo aujourd'hui. La



PHOTO: HNDI.TC

courgette qui se vendait il y a quelques jours à 80 DA, a vu son prix doubler, s'affichant désormais à 180 DA, une augmentation qui reste sans explications. Les carottes sont cédées entre 90 DA et 170 DA. La salade est à 180 DA le kilo, les navets à 85 DA, les poivrons et les haricots verts sont à 160 DA. Ali, un père de famille rencontré devant un

vendeur de légumes réputé pour ses prix raisonnables par rapport à ceux des autres commerçants, nous confie : «C'est vraiment cher. D'habitude les courgettes sont vendues au maximum à 100 DA, aujourd'hui elles sont à 180 DA le kilo, la pomme de terre à 90 DA. Ils ont dit à la télé que la pomme de terre était disponible, mais alors pourquoi elle est à 90

DA ?», s'interroge ce père de famille qui aura rapidement une réponse de la part du commerçant : «Ils di-sent ça, mais moi je l'ai acheté ce matin chez le grossiste à 75 DA, elle est déjà chère». Notre interlocuteur ajoutera que «c'est vraiment trop, on ne peut ni manger de légumes frais ni secs car même ces derniers sont chers». Du côté des

fruits, la hausse est aussi présente car la banane est proposée à 490 DA le kilo et les figues à 250 DA. Le prix de la pomme locale a lui aussi été retouché, passant en quelques jours de 160 DA à 250 DA le kilo, les raisins sont affichés à 250 DA aussi. Du côté des viandes, la viande blanche est passée de 320 DA/kg il y a juste une semaine à 390 DA. La viande ovine locale est proposée à 1 450 DA et la viande bovine à 1 700 DA. Questionnés sur les causes de cette hausse qui perdure depuis assez longtemps, les commerçants de ce marché disent ne pas être responsables de cette cherté et rejettent la faute sur les grossistes. Un des commerçants nous explique que «ce n'est pas nous qui sommes à blâmer, ce sont les grossistes qui augmentent à chaque fois les prix». Un autre commerçant nous affirme qu'il est aussi surpris que ses clients mais qu'il est obligé de suivre. Même hausse pour les prix des légumes secs car on a constaté une augmentation d'environ 10% par rapport à l'année précédente, puisque le prix des pois chiches s'élève à 290 DA le kilo, alors qu'ils se vendaient à environ 230 DA les mois précédents. Le prix des haricots blancs a enregistré une hausse, allant de 230 DA jusqu'à 250 DA le kilo, contre 190 DA/kg pour la même période, celui des lentilles varie entre 160 et 180 DA/kg.

T. K.

Commune de Béjaïa

## Le chapitre équipements, cheval de bataille de l'exécutif

Une grande partie du budget supplémentaire de l'exercice en cours de la commune de Béjaïa qui est estimé à 3 654 046 200 DA adopté lors d'une session tenue le 18 du mois courant est consacré au chapitre équipements. Ceci au regard des différents projets lancés et en cours de lancement visant l'amélioration de la vie sociale des habitants surtout les conditions de vie dans les quartiers de la périphérie de la ville. Dans les 3 654 046 200,00 DA on retrouve un taux de 83,16% alloué au chapitre équipements et le reste soit 16,24% est accrédité au chapitre fonctionnement. De ce budget, 50 milliards de centimes ont été affectés au relogement des quelque 560 familles du plateau Amimoune vivant dans 18 immeubles délabrés dont une grande partie menace ruine. L'hygiène, l'environnement, l'habitat précaire, les subventions, l'état des axes routiers, ont été pris en charge à travers un plan échafaudé par l'exécutif communal, histoire de mettre fin aux foudrilles de critiques qu'il essuie depuis de longues semaines surtout en ce qui concerne les subventions allouées aux associa-

tions et aussi la question d'hygiène et de l'environnement. Il ressort du budget alloué dans le cadre du BS que la commune de Béjaïa est classée deuxième en matière d'aide aux associations dont le nombre a atteint 136 associations tous types confondus. L'APC a aussi décidé, récemment, d'élargir les activités du laboratoire communal et de prendre des mesures visant à mettre fin au sempiternel problè-

me de surcharge des classes qui affecte le cycle primaire surtout cette année. Il est, ainsi, prévu une série de mesures pour éliminer ce handicap qui influe négativement sur la pédagogie et les conditions de scolarité des élèves par l'acquisition de moyens matériels comme les tables, l'inscription de deux groupes scolaires à Taklaït et l'haddaden Oufella pour décongestionner les écoles de ces grands quartiers. Comme

mesures aussi, on parle d'extension de l'école nouvelle de Sidi-Ali Labhar avec six nouvelles classes et une cantine, ainsi que l'extension des autres écoles primaires qui font face à ces problèmes récurrents. Sur le plan de l'hygiène nous avons appris que l'APC compte acheter des camions à benne-tasseuses en faveur de l'Epic communal et la relance du CET de Sidi Boudrahem. Une nécessité abso-

lue pour éradiquer les ordures qui infectent de grands quartiers de la ville. En ce qui concerne la situation qui prévaut sur les axes routiers de la ville, l'APC attend la fin des travaux de renouvellement des multiples réseaux AEP pour intervenir et parfois les chemins de la remise en l'état qui n'est pas faite à temps et cela n'est pas sans aggraver l'état de ces routes.

Hocine Cherfa

Seddik Chiheb, porte-parole du RND à Tizi Ouzou

## «Bouteflika est l'homme parfait pour parachever le processus de construction»

Le porte-parole du Rassemblement national démocratique (RND), Seddik Chiheb, a réitéré, hier depuis Tizi Ouzou, l'appel de son parti au président de la République à se présenter aux prochaines présidentielles pour la poursuite du processus de développement du pays. A ce propos, il a déclaré : «Nos appels incessants au Président de poursuivre ses missions à la tête du pays est une voie inévitable politiquement qui

émane de notre profonde conviction au RND, car il est l'homme parfait pour parachever la réhabilitation des institutions de l'Etat, la construction démocratique et le développement. Il constitue même une stabilité pour le paracheèvement de ce processus». «Ce n'est pas du jour au lendemain qu'on construit une démocratie et élire un président qui peut assurer un consensus national. Et pour pouvoir comprendre la portée politique de nos posi-

tions sur cette question, il faut s'imprégner des réalités économiques, sociales et sécuritaires que nous avons traversées». Seddik Chiheb précise, dans le même sillage, que «bien que la situation soit difficile» et que «beaucoup de gens nous reprochent d'avoir soutenu un président qui est amoindri, nous le savons tous autant que vous, mais quand il s'agit des impératifs et des choix politiques tous ces petits détails sont dépassés.

Et lorsque le président de la République a eu le courage de sortir devant le peuple sur une chaise roulante, il a assumé sa maladie avec dignité et courage que nous saluons. Alors ce n'est plus un prétexte valable pour nous devant les défis qui nous attendent, car sa présence à la tête de l'Etat nous permet de consolider tous les acquis et c'est un choix bien réfléchi».

Hamid Messir



Ce que prévoit le projet de loi de finances 2019

# Aucune nouvelle taxe n'est proposée

■ Le projet de loi de finances 2019, qui table sur une légère hausse des recettes et du budget de fonctionnement, ne prévoit heureusement aucune nouvelle taxe ou augmentation des prestations publiques.

Par Louiza Ait Ramdane

Le projet de loi de finances 2019 a été élaboré sur la base d'un cadrage macroéconomique prudent tout en étant adossé à des dépenses budgétaires en légère baisse mais avec le maintien de la politique sociale de l'Etat. Les auditions par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur ce projet de loi débutent aujourd'hui avec le ministre des Finances et les directeurs centraux concernés de ce ministère. Le cadrage macroéconomique retenu pour l'exercice prochain table sur un prix de pétrole à 50 dollars le baril, un taux de croissance de 2,6% et un taux d'inflation de 4,5%.

Sur le plan budgétaire, le projet de loi de finances 2019 (PLF 2019) prévoit des recettes de 6 508 milliards de dinars, en légère hausse par rapport à celles de 2018, dont 2 714 mds DA de fiscalité pétrolière.

Quant aux dépenses budgétaires, elles s'élèveront à 8 557 mds DA, en légère baisse par rapport à celles de 2018.

Concernant le Budget de fonctionnement, il est estimé à 4 954 mds DA avec une légère hausse découlant de la situation sécuritaire aux frontières ainsi que du relèvement des transferts sociaux.

C'est ainsi qu'une enveloppe budgétaire de 1 763 milliards de DA sera allouée aux transferts sociaux durant l'exercice 2019 (contre 1 760 milliards de DA en 2018), soit près de 21% de la totalité du budget de l'Etat de l'année 2019.

Les crédits budgétisés pour les transferts sociaux couvriront notamment plus de 445 mds DA destinés au soutien aux familles, tandis que près de 290 mds DA seront attribués aux retraites, et auxquels s'ajoutera une dotation d'appoint de 500 mds DA à la Caisse nationale des retraites (CNR).

Ces transferts sociaux comportent également près de 336 mds DA pour la politique publique de santé et plus de 350 mds DA pour la politique publique de l'habitat, auxquels s'ajouteront près de 300 mds DA mobilisés pour ce secteur par le Fonds national d'investissement (FNI).

Pour le Budget d'équipement, il est ventilé entre 3 602 mds DA de crédits de paiement et 2 600 milliards DA d'autorisations de programme destinées à de nouveaux projets ou à des réévaluations.

Selon les concepteurs du PLF 2019, la légère baisse nominale du Budget d'équipement ne correspond pas à un recul de la politique publique d'investissement, mais elle découle notamment d'une baisse de près de 300 mds DA des crédits consacrés l'année dernière à l'assai-



nissement des créances détenues sur l'Etat.

Par ailleurs, la consistance du Budget d'équipement pour 2019 confirme la poursuite de l'engagement de l'Etat en faveur du développement économique et social avec notamment des dotations de 625 mds DA pour l'appui au développement humain, près de 1 000 mds DA de soutien multiforme au développement économique et 100 mds DA de concours au développement local.

Le solde global du Trésor pour l'exercice 2019 affichera un déficit de près de 2 200 mds DA.

En outre, en application de l'article 50 de la loi de finances complémentaire 2015, qui institue un cadre budgétaire à moyen terme arrêté annuellement, le projet de loi de finances 2019 avance que les dépenses budgétaires seront de 7 804,04 milliards DA en 2020 et de 7 893,01 milliards DA en 2021.

Quant aux recettes budgétaires, elles seront de 6 746,27 milliards DA (dont 2 816,7 milliards DA de fiscalité pétrolière) en 2020 et de 6 999,93 milliards DA (dont 2 883,65 milliards DA de fiscalité pétrolière) en 2021.

## Des mesures favorables au secteur industriel et de lutte contre la fraude fiscale

Dans son volet législatif, le PLF 2019 prévoit des mesures destinées notamment à améliorer la gestion des finances publiques et à renforcer la lutte contre la fraude, ainsi que des mesures encourageant le secteur industriel.

Dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale de sociétés, le projet de loi introduit un dispositif anti-abus qui permettra

de limiter de la déduction de certaines charges (financières ou autres) effectuées par les sociétés soumises à l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS).

Il s'agit de la limitation des frais d'assistance technique et financière, de la limitation de la déduction des intérêts financiers servis aux associés ou entre entreprises apparentées. Parmi les mesures phares contenues dans ce projet de loi figure aussi l'encouragement de la fabrication locale d'intrants dans l'industrie des énergies renouvelables, afin de stimuler l'intégration nationale.

La mesure en question révisé les taux des droits de douane et de la TVA pour juguler l'importation des composants intermédiaires (le module photovoltaïque) et le produit fini (le générateur photovoltaïque).

Concernant le développement local, le projet de loi opte pour le renforcement du système de solidarité inter-collectivités locales pour réduire les inégalités entre les collectivités locales et assurer ainsi l'équilibre des budgets de celles défavorisées.

La concrétisation de cette solidarité financière intercommunale consiste à permettre aux collectivités locales, qui ont des excédents de recettes par rapport à leurs besoins, d'octroyer des subventions au profit des collectivités locales ayant des difficultés financières.

Pour ce qui est du secteur de l'industrie, le projet de loi propose d'exiger aux entreprises de production de biens de communiquer les données relatives à leur production physique et aux intrants utilisés, et d'établir un rapport semestriel sur leurs activités, adressé aux directions de wilaya chargées de l'industrie.

Selon les auteurs de ce projet de loi, cette proposition s'inscrit

dans le cadre des efforts du ministère de l'Industrie et des Mines de réaliser une base de données fiable sur la production du secteur industriel national, sachant qu'actuellement aucune base de données fiable n'est disponible, ce qui entrave la mise en place d'une stratégie industrielle de l'Etat.

Concernant le logement, le projet de loi instaure deux mesures : la première autorise le Trésor à prendre en charge la bonification à 100% du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques dans le cadre de la réalisation de la 5e tranche de 90 000 logements AADL.

Quant à la seconde mesure, elle concerne le logement locatif promotionnel (LLP) qui bénéficie, au titre du projet de loi de finances 2019, de l'aide de l'Etat, notamment les abattements sur la cession de terrain et les bonifications dans le cadre des crédits accordés par les banques aux promoteurs immobiliers en charge de la réalisation des programmes publics des logements.

Par ailleurs, le projet de loi institue l'exonération des compagnies de transport aérien de passagers et de fret de droit algérien, ainsi que leurs filiales exerçant les activités liées au transport aérien, des droits et taxes exigibles lors de l'achat et de la réparation à l'étranger de moteurs, d'équipements et de pièces de rechange ainsi que les équipements au sol nécessaires au traitement de ces aéronefs durant l'exploitation.

Cette exonération consiste à adapter le régime douanier appliqué aux compagnies nationales à celui adopté par les pays voisins, dans le but de développer les compétitivités des entreprises nationales du transport aérien. D'autre part, le projet de

## LA QUESTION DU JOUR

## A Istanbul, un sommet pas comme les autres

Suite de la page une

Elle ne demanderait qu'à poursuivre sur sa lancée, à Idleb tout particulièrement, dernier bastion d'une rébellion loin encore d'être unie, où elle attend depuis des mois que le feu vert russe lui soit donné pour repartir à l'offensive. Ce dont il s'est agi à Istanbul, ce n'est pas tant de trouver les moyens de dénouer la crise syrienne que de voir comment préserver de façon durable les intérêts des puissances impliquées. Les intérêts de la France et de l'Allemagne sont pour l'essentiel les mêmes dans cette partie du monde, eux-mêmes du reste compatibles avec ceux des autres puissances occidentales, et d'abord ceux des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. L'intérêt immédiat de la Turquie est d'étendre la zone tampon mise en place à Idleb au nord-est de l'Euphrate. Ce qu'elle veut en somme, c'est occuper durablement, peut-être même pour toujours, une bonne partie du nord de la Syrie. L'intérêt de la Russie, c'est de continuer de disposer de bases en Syrie lui donnant accès à la Méditerranée. Chacun d'eux s'opposera fermement à toute issue du conflit dont ses intérêts feront les frais. A la différence donc des réunions de Genève et d'Astana, le sommet à quatre d'Istanbul ne porte pas tant sur les voies et moyens de mettre fin au conflit que sur le partage d'influence en Syrie pour les années à venir. Pour eux quatre, la Syrie d'avant le conflit n'existe plus. Il n'y a qu'une seule possibilité pour que la bataille reprenne au point où elle a été arrêtée, c'est que ces intérêts s'avèrent inconciliables, un point sur lequel il est difficile de se prononcer dès maintenant. En revanche, on peut facilement voir dès à présent comment ils sont à la fois dépendants et contradictoires. Le cas de la Turquie est le plus parlant : elle ne peut rien par elle-même, elle peut beaucoup en revanche du fait des objectifs divergents des autres.

M. H.

loi autorise le Fonds national d'investissement (FNI) à accorder des prêts à long terme (jusqu'à 40 ans) à taux bonifiés à la Caisse nationale des retraites (CNR) afin de renforcer les capacités de cette caisse pour la liquidation des retraites, sachant que des mesures visant l'atteinte de son équilibre financier à terme, ainsi que l'amélioration de la couverture financière du système national des retraites, sont d'ores et déjà prises par les pouvoirs publics.

L. A. R.

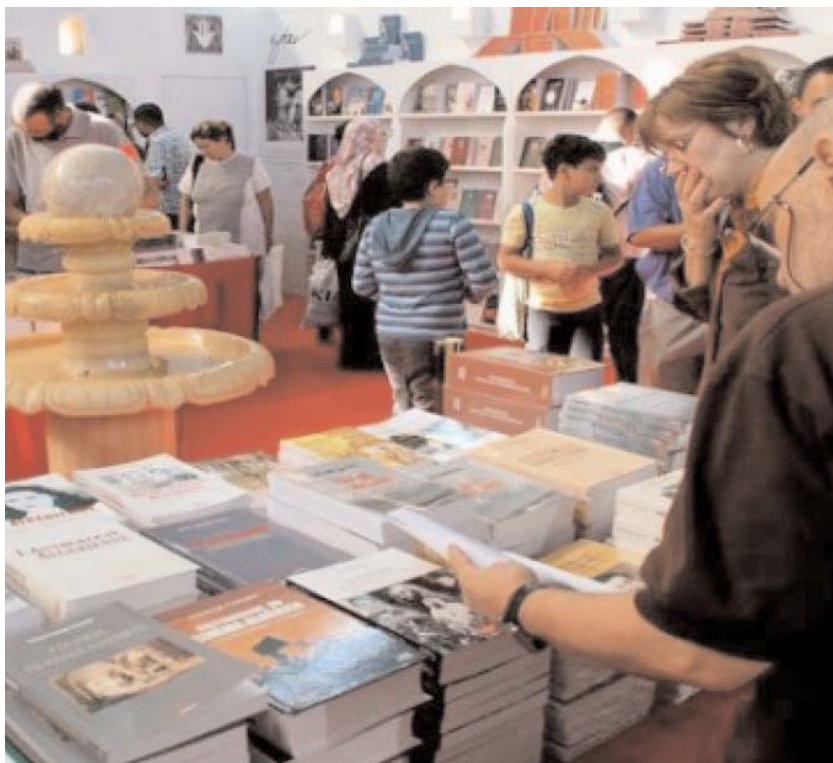
Un salon porté par une dynamique de l'édition

## Sila, top-départ à la joie de lire

■ Le 23<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 29 octobre au 10 novembre à Alger, augure d'une rentrée littéraire riche en nouvelles publications portées par des maisons d'édition algériennes prometteuses qui donnent rendez-vous au public pour renouer avec l'univers du livre.

Par Racim S.

Onze jours durant, écrivains et éditeurs iront à la rencontre du public algérien à la faveur de l'évènement culturel le plus fréquenté et le plus attendu de l'année qui verra le retour de grands noms de la littérature algérienne, l'arrivée d'un nombre important de nouvelles plumes ainsi que la participation de jeunes maisons qui confortent leurs places dans le monde algérien de l'édition. Les auteurs algériens les plus en vue à l'instar de Maïssa Bey, Yasmina Khadra, Kamel Daoud, Waciny Laredj, entre autres, signeront leurs nouvelles publications alors que des maisons d'édition nouvellement créées proposent des catalogues assez étoffés. Malgré la défection, selon le commissariat du Salon, de 19 éditeurs algériens, beaucoup d'autres parmi les plus anciens y participent attestant année après année leur apport au monde du livre, à l'image de Barzakh, Casbah, Chihab, Mim, El Ikhtilaf, ou encore des éditions El Kalima. Des éditeurs comme «El Djazaïr Taqraa» (créée en 2017) et «Bouhima» dont c'est la première participation au Sila, annoncent un catalogue totalisant plus d'une centaine de titres parmi lesquels de premières expériences d'écriture. En invité d'honneur, la Chine prend part au 23<sup>e</sup> Sila et annonce l'exposition de plus de 10 000 ouvrages majoritairement traduits vers l'arabe et le français et dédiés à la culture chinoise traditionnelle, à l'apprentissage de la langue chinoise ou encore aux sciences et technologies. Plus de 40 maisons d'édition, et six auteurs



dont «Mo Yan», lauréat du prix Nobel de littérature, devront animer des rencontres avec le public au stand de la Chine où seront exposées pas moins de 2 500 titres en mandarin (langue officielle de la Chine). Plus de 90 invités, entre écrivains, romanciers et historiens dont 65 Algériens, sont attendus

à cet rendez-vous phare qui des visiteurs de toutes les régions d'Algérie. L'édition 2018 du salon du livre est également dédiée à la mémoire des auteurs algériens disparus ces derniers mois, comme le romancier Noureddine Saâdi, le critique Cheribet Ahmed Cheribet, le poète Athmane Loucif, les moud-

jahidine et auteurs Mustapha Tounsi et Mohamed Sahnoun, ou encore le romancier Hafnaoui Zaghez.

### Un programme sans grandes nouveautés

Pas moins de 1 015 maisons d'édition (972 en 2017) dont 276

algériennes (314 en 2017) exposant quelque 300 000 ouvrages (230 000 en 2017) entre littérature, livres universitaires et de livres de jeunesse sont annoncés au Sila 2018. Depuis sa reprise en 2000, après une interruption de plusieurs années en raison du terrorisme – dont les victimes parmi les intellectuels et hommes de culture se comptent par dizaines – le salon a réussi à se hisser au premier rang des évènements culturels en termes de fréquentation, avec 1.7 million de visiteurs en 2017. Hormis ce chiffre, aucune statistique, ni recherche n'ont été fournies sur la circulation du livre, l'importance du lectorat ou encore les préférences des lecteurs ou acquéreurs de livres au fil des années, une mission dévolue au Cnl (Centre national du livre, crée en 2009). De même, les rencontres proposées aux visiteurs n'apportent aucune nouveauté, se limitant à reconduire les thèmes et les concepts habituels, comme un focus sur l'histoire prévu le 1er novembre, dédié cette année au 60<sup>e</sup> anniversaire de la création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en 1958, l'espace «Esprit Panaï», les «Estrades» animées par des écrivains algériens et étrangers, ou encore la 10<sup>e</sup> rencontre euro-maghrébine des écrivains organisée par la délégation de l'Union européenne à Alger. Ouvert au public du 30 octobre au 10 novembre au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex, Alger), le 23<sup>e</sup> Sila s'ouvre officiellement lundi.

R.S./APS

## Prévention

### Biskra première wilaya pilote de dépistage précoce du cancer du sein

La wilaya de Biskra sera la première wilaya pilote de dépistage précoce du cancer du sein en 2019, a annoncé la présidente de l'Association El-Amal d'aide aux malades atteints de cancer, Hamida Kettab. S'exprimant lors d'une cérémonie consacrée à la présentation du bilan des activités de prévention de l'Association durant cette année, M<sup>me</sup> Kettab a révélé que «Biskra sera la première wilaya pilote à accueillir le lancement de la campagne de dépistage précoce du cancer du sein qui entre dans le cadre de la cam-

pagne nationale du ministère de la Santé pour le dépistage précoce des cinq types de cancer les plus répandus en Algérie, inscrite dans le Plan national de lutte contre cette maladie (2015/2019)». Pour rappel, le cancer du sein chez la femme vient en tête des cas enregistrés avec 10 000 nouveaux cas annuellement et touche les femmes à partir de 40 ans. L'Association El-Amal avait formé la ressource humaine de cinq centres de santé publique à Biskra en coopération avec les cadres du Centre Pierre et Marie

Curie de lutte contre le cancer (Alger) en prévision de la campagne de dépistage précoce devant être lancée dans cette wilaya, a fait savoir M<sup>me</sup> Kettab, ajoutant qu'«outre les activités programmées pour le mois Octobre Rose de la lutte contre le cancer du sein, l'Association avait organisé plusieurs campagnes de sensibilisation pour sensibiliser les femmes quant au dépistage précoce de cette maladie». Une cérémonie a été organisée à l'occasion de la clôture de la campagne

Octobre Rose durant laquelle l'Association a présenté ses activités du Mois Bleu sur la lutte contre le cancer du côlon. A cette occasion, des cadres du ministère de la Santé, des acteurs du domaine, des médecins et des journalistes ont été honorés pour leur aide à l'Association. Les cinq types de cancer les plus répandus en Algérie qui seront ciblés lors de la campagne de dépistage précoce de 2019 sont: le cancer du sein, le cancer colorectal, de la prostate, du col de l'utérus et du poumon.

Ilham N.

## Sidi Moussa

### Incendie à la salle omnisport

Un incendie s'est déclaré dans la soirée de jeudi à vendredi, au niveau de la salle omnisport de la cité Houaouara, commune de Sidi Moussa (Alger), sans qu'il y ait de pertes humaines ou blessés à déplorer, a indiqué le chargé de l'information à la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Benkhalfallah. «L'incendie qui s'est déclaré vendredi vers 02:39 a endomma-

gé le terrain et le toit de la salle, ainsi que quelques équipements sportifs», a précisé le lieutenant Benkhalfallah, ajoutant qu'aucune perte humaine ou de blessés ne sont à déplorer. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cet accident, a souligné le même intervenant. Par ailleurs, 14 personnes ont été blessées dans le renversement d'un bus à Ben Aknoun (Alger), a indiqué la même

source. L'accident a eu lieu aux environs de 7h du matin suite au renversement d'un bus de transport des travailleurs au niveau du barrage sécuritaire à proximité du stade du 5-Juillet (Ben Aknoun), ce qui a occasionné des blessures à 14 personnes (24 à 42 ans). Les blessés ont été évacués à l'hôpital Issad-Hassani (Beni Messous) pour recevoir les premiers soins.

O. B.

### Oran Une tentative de hargha de 10 personnes déjouée

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale ont réussi, la nuit de jeudi à vendredi à Oran, à déjouer une tentative d'immigration illégale de dix personnes, a-t-on appris auprès de ce corps sécuritaire. Cette opération a été effectuée sur la base de renseignements, informant qu'un groupe de personnes s'apprêtaient à prendre la mer illégalement à destination de la côte espagnole, à partir de la plage de Medagh. Les gendarmes de la brigade locale de la commune d'Ain El Kerma (ouest d'Oran) se sont déplacés sur le lieu, après avoir intercepté les mouvements et les préparatifs de ce groupe de jeunes. L'opération s'est soldée par l'interpellation de ces personnes et la mise en échec de leur tentative.

K. L.



PIB

# Une croissance de 0,7% au 2<sup>e</sup> trimestre

■ La croissance globale du Produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie a été de 0,7% au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 par rapport au même trimestre de l'année 2017, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Par Salem K.

Cependant, la croissance du secteur des hydrocarbures s'est caractérisée par une baisse de 8,2% au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 comparativement à la même période de 2017. Ainsi, le taux de croissance du PIB



ET - A D R

(+2,6%) et des services non marchands (+1,7%), détaille l'Office. Les services marchands sont les transports et communications, le commerce, les services fournis aux entreprises et aux ménages, ainsi que les hôtels-café-restaurants. Quant aux services non marchands, ils concernent les affaires immobilières, les services financiers et les administrations publiques. En valeurs courantes, le PIB du 2<sup>e</sup> trimestre 2018 a connu une croissance importante de 9,3% par rapport à la même période de l'année dernière. Dans ce sens, la hausse du niveau général des prix au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 a été de 8,6% contre 3,5% pour la même période de l'année précédente. Cette hausse du déflateur du PIB s'explique essentiellement par la hausse des prix des hydrocarbures.

S. K./APS

hors hydrocarbures a été de 2,8% au cours du 2<sup>e</sup> trimestre de cette année par rapport à la même période de 2017. Pour l'ONS, la croissance du PIB hors hydrocarbures reste «appréciable», tirée essentiellement par le secteur agricole. En effet, le

secteur agricole a enregistré une performance soutenue de 8,9% durant le 2<sup>e</sup> trimestre 2018 contre 0,7% au 2<sup>e</sup> trimestre 2017. D'autres secteurs ont également participé à cette performance du PIB hors hydrocarbures. Il s'agit, en premier lieu, du secteur du

bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH y compris services et travaux publics pétroliers) qui a réalisé une croissance de 3%. Une croissance positive a également concerné les secteurs de l'industrie (+2,1%), des services marchands

## Grande-Bretagne

### Baisse d'impôt d'un milliard d'euros en faveur des petits commerçants

Le ministre britannique des Finances va annoncer une baisse d'impôt de 900 millions de livres (un milliard d'euros) au budget pour aider les petits commerçants qui subissent la pression croissante des ventes en ligne. Le Trésor britannique a publié vendredi soir un communiqué expliquant que le chancelier de l'Échiquier, Philip Hammond, allait dévoiler ces réductions d'impôt à effet immédiat qui profiteront à «496 000 petits commerçants». Le gouvernement va réduire d'un tiers leur taxe professionnelle, un impôt

indexé sur la valeur foncière du terrain où la boutique est installée. Les professionnels du secteur demandent à cor et à cri une réforme de cet impôt car ils soulignent qu'avec la montée des prix de l'immobilier au Royaume-Uni depuis le début de la décennie, nombre de commerçants ont vu leur taxe professionnelle monter en flèche. Ce secteur subit de surcroît l'impact d'une baisse de la fréquentation des magasins par les consommateurs, de plus en plus prompts à faire leurs achats sur Internet. Les incertitudes entourant le

Brexit n'ont pas non plus poussé les Britanniques à la dépense dernièrement. Au final, des milliers d'emplois ont été supprimés ces derniers mois au Royaume-Uni dans les commerces physiques, avec les faillites du spécialiste des vêtements Calvetron, de la branche britannique des magasins de jouets Toys «R» Us, des boutiques de produits électroniques Maplin ou encore des magasins de maxidiscount Poundworld. Jeudi, les grands magasins Debenhams ont fait part d'une perte annuelle historique et pré-

venu qu'ils allaient fermer une cinquantaine d'établissements au Royaume-Uni, soit le tiers de leur présence dans le pays, ce qui menace 4 000 emplois. Une autre chaîne de grands magasins populaire au Royaume-Uni, House of Fraser, est aussi en train de fermer plusieurs points de vente pour échapper à ses difficultés financières. Le Trésor n'a toutefois pas précisé si une partie de ces baisses d'impôt allait aider spécifiquement ces chaînes en difficulté. Le gouvernement prévoit par ailleurs une enveloppe distincte de 650 mil-

lions de livres pour aider les collectivités locales à redévelopper les centres villes parfois défigurés par les fermetures en chaîne. Les fonds pourraient par exemple servir à reconstruire des locaux commerciaux désaffectés en logements ou en bureaux. «Ce paquet de mesures va fournir un soutien de court terme aux commerçants qui souffrent et une vision de long terme pour les centres-villes, afin de les aider face aux défis posés par les changements de mode de consommation», a assuré le Trésor.

Safy T.

## Etats-Unis

### Wall Street chute à nouveau après une semaine difficile

Wall Street a de nouveau souffert vendredi, plombée par les reculs d'Amazon et Alphabet après leurs résultats trimestriels jugés décevants, au terme d'une semaine particulièrement difficile pour les indices américains. Selon les résultats définitifs à la clôture, l'indice vedette de la place new-yorkaise, le Dow Jones Industrial Average, a perdu 1,19% à 24 688,31 points. Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a lâché 2,06%, à 7 167,21 points. L'indice élargi S&P 500 a abandonné 1,73% à 2 658,69 points. Sur la semaine, le Nasdaq a perdu 3,78%, sa quatrième baisse hebdomadaire de suite et sa pire chute depuis mars, le Dow Jones 2,97% et le S&P 500 3,96%. Cette semaine, très chargée en résultats d'entreprises, a vu les indices boursiers évoluer en fonction de l'accueil réservé à ces comptes, glacial en début de semaine, chaud jeudi, et frais vendredi. Vendredi ce sont Amazon et Alphabet, maison mère de Google, qui ont fait les frais de l'examen minutieux des résultats par les acteurs du marché. «Les investisseurs attendent

des entreprises qu'elles apportent des éléments positifs sur le chiffre d'affaires, le bénéfice, et les prévisions de croissance», a affirmé Quincy Krosby de Prudential Financial. «Si les trois éléments ne sont pas réunis, ils sont prêts à vendre», a-t-elle affirmé. Malgré une explosion de ses bénéfices, le cours d'Amazon a ainsi plongé de 7,82% après l'annonce de prévisions déce-

vantes pour les fêtes de fin d'année, une période pourtant traditionnellement faste pour le groupe. En pleine tourmente, le groupe Alphabet a quant à lui affiché un chiffre d'affaires inférieur aux attentes et a reculé de 1,80%. M<sup>m</sup> Krosby souligne, par ailleurs, l'importance qu'ont pris les prévisions de croissance, alors que les marchés «ont le regard tourné vers 2019». Près de la moitié

(48%) des entreprises présentes sur l'indice S&P 500 ont dévoilé leurs comptes, 77% ont fait état d'un bénéfice supérieur aux attentes d'après la société Factset, et le taux de croissance des bénéfices est de 22,5%. «Cela devrait être suffisant pour stabiliser les marchés», a affirmé Bill Lynch de Hinsdale Associates. «Or les investisseurs sont désormais focalisés sur les

prévisions», a-t-il ajouté. Les taux d'intérêt sur le marché obligataire reculaient, signe d'un appétit des investisseurs pour les actifs peu risqués : le rendement sur la dette à 10 ans des Etats-Unis évoluait à 3,080%, contre 3,117% jeudi à la clôture, et celui sur la dette à 30 ans à 3,317%, contre 3,343% la veille.

L. M.

## Approvisionnement en eau

### BAD : financement de 15 millions de dollars pour le Malawi

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé une subvention de 15 millions de dollars pour le projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement de la ville de Nkhata Bay (Malawi), a indiqué l'institution africaine sur son site web. Attribué par le biais du Fonds africain de développement (FAD), le financement vise à créer des emplois et améliorer les moyens de subsistance d'environ 300 000 personnes, souligne la BAD. Le projet d'alimentation en eau de la ville de Nkhata Bay améliorera l'accès à des services d'approvisionnement en eau potable et durable et à des services d'assainissement, bénéficiant directement à 60 000 résidents de Nkhata Bay et de ses environs, ainsi qu'à 220 000 autres personnes qui

dépendent des services offerts par la ville, précise la même source. Le projet devrait également créer plus de 300 emplois au cours de sa phase de construction et 50 emplois supplémentaires au cours de son exploitation. Nkhata Bay, ville portuaire à la croissance rapide sur le lac Malawi, est un maillon essentiel du corridor de développement de Mtwara, reliant le Malawi, la Tanzanie et la Zambie. Elle gagne également en popularité en tant que destination touristique et bénéficiera grandement du projet, qui débutera en janvier 2019 et sera achevé à la fin de 2022. La moitié environ du coût du projet, estimé à 30,4 millions de dollars, proviendra du don du FAD, tandis qu'un prêt de 12 millions de dollars du Fonds de l'Opep

pour le développement international (OFID) sera administré par la Banque, tandis que le gouvernement du Malawi financera 3,4 millions de dollars. De nouvelles infrastructures, des usines de traitement de l'eau, des pipelines et des réservoirs d'eau devant être construits dans le cadre du projet devraient permettre aux résidents de Nkhata Bay de hisser leur accès à de l'eau potable de 37% à 90% et aux installations d'assainissement de 45% à 85%, a fait savoir la même source. En outre, la BAD se dit convaincue que ces ressources approuvées soutiendront le programme de développement du Malawi contenu dans la troisième stratégie de croissance et de développement du Malawi (MGDS III) et dans la vision 2020 du Malawi.

R. F.

Oran

# Alfatron, une entreprise au diapason des développements technologiques

■ L'entreprise «Alfatron», basée dans la zone industrielle de Hassi Ameur (Oran), a renforcé dernièrement ses capacités de production et technologiques dans le but de diversifier ses produits et faire face à la concurrence sur le marché national et partir à la conquête de nouveaux débouchés à l'international.

Par Tahira Ch.

Cette filiale de l'Entreprise nationale des industries électroniques (Enie) a procédé à la modernisation de ses outils de production pour être au diapason des évolutions que connaît ce secteur. Elle a également noué des relations de partenariat technologique avec les majors compagnies du secteur comme Microsoft, Intel et HP. Les personnels de la firme ont également bénéficié d'une formation continue pour s'imprégner des nouveautés du monde informatique.

Le P-DG de la société, Habib Ghazi, a estimé que les efforts déployés ces dernières années ont permis une «amélioration constante» de la qualité des produits et le lancement d'une nouvelle gamme d'autres produits selon les dernières technologies de pointe. «Cette situation a permis à notre entreprise de développer ses activités de vente notamment contractuelles en dépit de l'environnement concurrentiel marquant notre secteur», a-t-il souligné.

«Alfatron» s'est dotée, il y a trois années, d'une nouvelle chaîne de production similaire à celle utilisée actuellement par la firme internationale «HP». «Ceci a permis de développer et d'améliorer la qualité des inputs et de lancer de nouveaux produits, favorablement accueillis par la clientèle, notamment les grandes entreprises nationales utilisant le support informatique dans leurs gestions quotidiennes», a expliqué M. Ghazi.

Le responsable a souligné que la spécificité de cette chaîne

de production, s'étendant sur une superficie de 2 000 m<sup>2</sup>, est qu'elle permet la production simultanée de plusieurs types d'équipements informatiques et avec un très haut niveau de qualité.

Cette chaîne produit une gamme variée de micro-ordinateurs de bureau, des lap-tops, des tablettes, des unités de calcul intensif, des stations de travail électroniques et des serveurs de diverses tailles.

Sa capacité de production est de 500 ordinateurs par jour, soit une moyenne de 120 000 unités par an et avec une seule brigade. «Cette capacité pourrait être triplée au cas où le système de trois brigades est appliqué», a relevé M. Ghazi.

Grâce à ces nouveaux équipements, les capacités de production ont atteint 70 000 unités, tous genres confondus, alors que celles-ci étaient, au lancement de la production dans les années 1990, que de 4 000 ordinateurs.

Durant la même période, le chiffre d'affaires est passé de 400 millions DA en 1997 à 4 milliards DA, l'année écoulée.

Depuis l'année dernière, Alfatron a commencé la production de micro-ordinateurs du type «All in one», un modèle d'ordinateur intégré directement à l'écran et offrant un gain d'espace très important. Ce modèle connaît un succès certain auprès des entreprises.

Quelque 14 000 unités de ce type de micros ont été fabriquées depuis le début de l'année en cours jusqu'au mois d'octobre courant.

Alfatron produit également à la commande des unités de cal-



cul intensif qui permettent de stocker des données, les traiter et les analyser dans un délai record de 20 minutes, opérations qui nécessitent de longs mois à un équipement ordinaire, a expliqué le directeur technique de l'entreprise, Makhoul Mourad.

## A la conquête des marchés africains

Actuellement, les laboratoires de recherche de l'Université des sciences et technologies d'Oran «USTO Mohamed Boudiaf» ainsi que l'Office national de météorologie utilisent à distance ces unités de calcul intensif disponibles à Alfatron.

En plus des efforts déployés pour l'acquisition du savoir-faire et de la technologie, le staff de l'entreprise œuvre à accroître le taux d'intégration au niveau de l'unité de production, taux estimé actuellement à 10%.

Dans ce contexte, le staff dirigeant de l'entreprise a décidé qu'à compter de l'année prochaine, «Alfatron» fabriquera les moniteurs des ordinateurs alors

que l'Enie fournira les cartes électroniques.

Afin de permettre aux personnels d'être au diapason des développements que connaît leur entreprise, 130 agents ont suivi des formations à l'étranger et sur site. Ces formations ont même touché les agents chargés des finances, de la comptabilité et du marketing, a-t-on assuré.

L'amélioration constante de la qualité des produits et la place qu'occupe la filiale de l'Enie face à ses concurrents ont permis d'encourager les entreprises aussi bien productives que des services à adopter le label «Alfatron» sur le plan concurrentiel.

Cette entreprise, créée pour répondre aux besoins nationaux en matière d'équipements informatiques, assure la commercialisation de ses produits notamment par le biais de conventions signées avec de grandes entreprises nationales comme Sonatrach, Naftal, la société de distribution d'eau SEOR ou encore des universités de différentes régions du pays. Alfatron

a également pris en charge la mise en place de réseaux d'informations au profit d'autres clients comme l'aéroport international d'Alger. Par ailleurs, quelque 7 600 établissements scolaires du pays ont été équipés en équipements informatiques dans le cadre du processus de modernisation initié par le ministère de l'Education nationale. 120 000 équipements ont été installés par «Alfatron» et une seconde opération de même genre sera lancée prochainement au profit des autres établissements scolaires.

En 2017, «Alfatron» a détenu 25 % des parts du marché national. Elle s'attelle à se lancer, dès 2019, à la conquête du marché international en ciblant des pays africains limitrophes par le biais de partenaires commerciaux étrangers.

Alfatron a pour partenaires technologiques de grandes firmes mondiales. Elle est la seule société nord africaine à disposer, depuis 2015, de la marque «Intel Platinum», un label qui lui a permis de renforcer ses valeurs concurrentielles.

T. Ch./APS

Relizane

## Attribution de plus de 2 200 logements et de 1 000 décisions d'aide à la construction rurale

Quelque 2 200 logements publics tous types confondus ainsi que 1 000 décisions d'aide à la construction rurale, ont été attribués jeudi soir, lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya de Relizane, présidée par le ministre de la Communication, Djamel Kaouane. Cette cérémonie de distribution symbolique des clés de logements aux bénéficiaires, s'inscrit dans le cadre de la célébration du 64<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Pour les logements distribués, il s'agit, entre autres, de 227 unités inscrites au plan d'éradication de l'habitat précaire (RHP) et de 74 logements promotionnels aidés (LPA). Des décisions d'octroi d'aides à la construction de l'habitat rural ont

été attribuées, par la même occasion, au profit de 1 000 bénéficiaires répartis sur plusieurs communes de la wilaya.

Rencontrés par l'APS au cours de la cérémonie, plusieurs bénéficiaires de ces logements

et d'aide à la construction, ont exprimé leur gratitude et leur joie de pouvoir acquérir des logements neufs après plusieurs années d'attente. De son côté, le directeur de logement de la wilaya, Moussa Dahmani a sou-

ligné qu'un autre quota de 2 500 logements sera attribué avant la fin de l'année en cours. La wilaya de Relizane avait bénéficié d'un programme dépassant les 76 000 unités de tous types de logements publics, au titre

des deux plans quinquennaux, à savoir (2010-2014) et (2015-2019). Pas moins de 57 000 logements ont été réalisés et près de 19 000 sont en cours de réalisation, selon la même source.

Yamina B.

El Tarf

## Attribution de 878 logements

Une cérémonie de distribution de pas moins de 878 logements et aides au logement rural a été organisée, dans la soirée de jeudi à vendredi, à El Tarf, en présence des autorités locales et des bénéficiaires résidant dans les communes de Besbes et Ain Assel.

Une ambiance particulière a marqué la cérémonie de remise des clés à 397 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) ainsi que 481 décisions d'aide à l'habitat rural.

Aussi, 80 familles, qui résidaient auparavant dans des habitations précaires à proximité de l'oued Besbes ont été relogées dans des appartements sociaux flambant neuf, dès les premières heures du jeudi, dans la joie des heureux bénéficiaires, dans le cadre de la même opération de distribution de logements.

A cette occasion, le wali d'El Tarf, soulignant les efforts consentis par l'Etat en matière de logements, notamment et l'amélioration des conditions de vie des popula-

tions, a rappelé l'attribution, depuis le début de l'année 2018, de pas moins de 1 882 logements, au profit de bénéficiaires des 24 communes de la wilaya ainsi que 1 088 décisions d'aides à l'habitat rural.

Un total de 3 280 logements dont 575 pré-affectations et 2 705 logements dans différentes formules sera également attribué «avant la fin de l'année 2018», dans les communes de Besbes, Chatt et Ben M'hidi, a-t-on conclu.

Boualem N.



## Tunisie

# Ennahdha appelle les partis et organisations sociales à participer au gouvernement Chahed

■ Le Mouvement tunisien Ennahdha a exprimé son «souci» de poursuivre le dialogue et la consultation avec tous les partis politiques et les organisations sociales, les appelant à «participer au gouvernement de la coalition nationale» dirigée par Youssef Chahed, selon une déclaration publiée jeudi par le bureau exécutif du mouvement.

Par Yanis F.

Le mouvement Ennahdha a en outre réaffirmé, au lendemain de la réunion de son bureau politique, «son engagement en faveur de la stabilité du gouvernement et de la nécessité d'accélérer le remaniement ministériel afin de parvenir à la stabilité politique et sociale et permettre au gouvernement de se consacrer aux échéances nationales et aux mesures économiques et sociales nécessaires pour faire pression sur les prix et améliorer la vie des citoyens», indique la déclaration citée vendredi par l'agence de presse TAP.

Dans un autre contexte, le mouvement a réitéré «sa volonté de parachever le processus de la justice transitionnelle», de «régler les dossiers en suspens» et de «parvenir à la réconciliation nationale globale nécessaire à la Tunisie démocratique émergente».

Le Bureau exécutif a pris connaissance d'autre part des derniers préparatifs du deuxi-

me symposium annuel du mouvement qui se tiendra ce week-end, ajoute la déclaration.

## Tunisair : Amélioration de 19,5% du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du transporteur national Tunisair a enregistré une amélioration de 19,5% à 1,182 milliard de dinars à fin septembre 2018 contre 989,416 millions de dinars une année auparavant, selon les indicateurs d'activité relatifs au troisième trimestre 2018 de la compagnie.

Cette croissance est le résultat de l'amélioration du nombre de passagers transportés à fin septembre dernier qui a atteint 2 994 449 de passagers contre 2 730 367 passagers au terme des neuf premiers mois de 2017, soit une hausse de 10%.

Néanmoins, la part de marché de la compagnie est passée de 41,7% à 36,5% entre septembre 2017 et septembre 2018, tandis que le coefficient de remplissage s'est situé à 74,6% contre 74,9% un an plutôt.

Par ailleurs, les dépenses de



carburants se sont envolées de 38% pour s'établir à 301,7 millions de dinars contre 218,1 millions à fin septembre 2017.

De même, les charges de personnel sont passées de 149,8 à 158,7 millions de dinars, en

hausse de 6%.

L'endettement de la compagnie a baissé de 6% à fin septembre de l'année 2018 par rapport à la même période de l'année 2017, passant de 1,038 milliard de dinars à 997,8 millions

de dinars, alors que les charges financières ont plus que doublé pour s'élever à 14,3 millions de dinars contre 7,1 millions à fin septembre 2017.

Y. F./APS

## Sahara occidental

# Le pillage par des sociétés néo-zélandaises du phosphate sahraoui entrave le processus de paix onusien

Le représentant du Front Polisario en Australie, Mohamed Fadel Kamal, a appelé jeudi, les sociétés néo-zélandaises impliquées dans le pillage du phosphate sahraoui à cesser leurs activités qui sont en violation des lois internationales et entravent «le processus de paix de l'ONU et encourage le régime marocain à poursuivre son occupation illégale du Sahara occidental». Saluant la position du gouvernement néo-zélandais en soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et

son rôle positif lors de son mandat au Conseil de sécurité, le représentant du Polisario a toutefois condamné les activités des sociétés néo-zélandaises qui exploitent illégalement le phosphate sahraoui, soulignant que ces firmes sont «restées seules à être présentes sur le terrain après le retrait de toutes les sociétés occidentales», se trouvant ainsi dans «une situation peu enviable».

Le représentant du Front Polisario intervenait dans le cadre d'une conférence organi-

sée par l'Institut néo-zélandais des relations internationales, sous le thème «le Sahara occidental, dernière colonie de l'Afrique : rôle des richesses naturelles dans la persistance de l'occupation».

La conférence a vu la présence d'ambassadeurs accrédités en Nouvelle-Zélande, des magistrats, des académiciens, des journalistes et des responsables de l'ONU en Nouvelle-Zélande, ainsi que des membres du Mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui et un grand

nombre de étudiants et universitaires. Le représentant du Front Polisario a évoqué, dans son intervention, les phases de la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et les résolutions des Nations unies et de la Cour internationale de justice (CIJ) qui ont affirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, a indiqué, jeudi, l'agence de presse sahraouie (SPSRASD).

Dans ce cadre, le conférencier sahraoui a rappelé l'occupation marocaine qui était un viol

flagrant de la charte de l'ONU et ses résolutions sur la décolonisation du Sahara occidental, brisant la lumière sur les souffrances du peuple sahraoui dues à l'occupation de son territoire et la violation de ses droits et à son exode. Concernant le pillage des richesses naturelles sahraouie, M. Fadel a estimé que l'implication de ces sociétés «porte préjudice à la réputation de la Nouvelle-Zélande, peuple et gouvernement».

«Le pillage du phosphate sahraoui par les sociétés néo-zélandaises entrave le processus onusien de la paix et encourage le régime marocain à poursuivre son intransigeance et son occupation illégale des territoires sahraouis», a avancé le diplomate sahraoui, appelant ces firmes à mettre fin à ce pillage contraire aux règles du droit international.

Le représentant du Front Polisario en Australie poursuit sa visite en Nouvelle-Zélande où il s'est entretenu avec des hauts responsables au ministère des Affaires étrangères, des membres de la commission des relations étrangères, de la défense et du commerce au Parlement, ainsi que des membres du groupe d'amitié parlementaire avec le Moyen-Orient et l'Afrique.

## Projet de résolution

# Le Conseil de sécurité veut proroger le mandat de la Minurso de six mois

Le Conseil de sécurité devrait proroger le mandat de la Minurso de six mois, jusqu'au 30 avril 2019, dans une démarche visant à appuyer la relance des négociations directes entre les deux parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc.

La toute première mouture du projet de résolution sur la Minurso, consultée par l'APS, prévoit une prorogation de six mois seulement, déclinant la demande du secrétaire général, Antonio Guterres qui a recommandé une prolongation d'une année dans son nouveau rapport sur le Sahara occidental.

Le Conseil de sécurité, conforté par la position américaine, veut préserver la dynamique insufflée par l'émissaire Horst Kohler et maintenir la pression sur les partis au

conflit afin qu'ils reviennent à la table des négociations. La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset aux Etats-Unis.

Depuis le processus de paix est au point mort. La durée de la prorogation est au centre des tractations entamées à New York sur cet avant-projet en prévision de son adoption lundi prochain.

Les Etats-Unis, porte-plume des résolutions sur le Sahara occidental, sont catégoriques sur cette question, estimant qu'un renouvellement de six mois était le seul moyen d'appuyer la relance du processus de paix et de mettre un terme au statut quo au Sahara occidental.

La France quant à elle s'est dit favorable à

une prolongation d'une année évoquant «un élan politique» et «une dynamique positive» sur lesquels il faut bâtir.

Le projet de résolution invite le secrétaire général à informer régulièrement le Conseil de sécurité de l'évolution des négociations à chaque fois qu'il le juge opportun, le priant de présenter un rapport sur la situation au Sahara Occidental avant l'expiration du mandat de la mission onusienne.

Le Conseil a réaffirmé son plein appui au président Kohler, et se félicite que les parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, et les pays voisins et observateurs, l'Algérie et la Mauritanie, aient répondu favorablement à l'invitation de Kohler de participer aux discussions de Genève en décembre.

R. M.

M.T.



Arabie saoudite

# Ryad refuse d'extrader les meurtriers présumés de Khashoggi vers la Turquie

■ L'Arabie saoudite a rejeté hier la demande d'Ankara d'extrader 18 Saoudiens accusés d'avoir assassiné le journaliste Jamal Khashoggi, Washington prévenant Ryad que la crise déstabilise le Proche-Orient.

Par Rima C.

«**S**ur la question de l'extradition, ces individus sont des citoyens saoudiens. Ils sont détenus en Arabie saoudite, l'enquête est menée en Arabie saoudite et ils seront poursuivis en Arabie saoudite», a déclaré le ministre saoudien des Affaires étrangères Adel al-Jubeir, lors d'une conférence sur la sécurité à Manama. Il oppose ainsi une fin de non-recevoir à la Turquie qui réclame que les 18 suspects soient extra-

dés pour être jugés sur son sol. Journaliste saoudien critique du palais, Jamal Khashoggi, mort à 59 ans, vivait aux États-Unis depuis 2017 et collaborait avec le «Washington Post». Il a été tué le 2 octobre au consulat saoudien à Istanbul. Selon des responsables turcs, il a été victime d'un assassinat, soigneusement planifié et perpétré par une équipe d'agents venus de Ryad. Après avoir nié sa mort, les autorités saoudiennes, sous la pression internationale, ont fini par

admettre qu'il avait été tué au consulat lors d'une opération «non autorisée», soutenant que le prince héritier Mohammed ben Salmane, dit «MBS», n'était pas au courant. Ce dernier a publiquement dénoncé le meurtre et le procureur général saoudien Saoud ben Abdallah Al-Muajab, attendu dimanche à Istanbul, a évoqué jeudi pour la première fois le caractère «prémédité» du meurtre.

Le ministre américain de la Défense a prévenu l'Arabie saoudite que le meurtre de Jamal Khashoggi «doit tous nous inquiéter grandement», car il affecte la sécurité dans la région. «Lorsqu'une nation cesse de respecter les normes internationales et la loi, elle affaiblit la stabilité régionale au moment où elle est la plus nécessaire», a ajouté le chef du Pentagone qui jusque là s'était montré très discret sur cette affaire. Les autorités saoudiennes ont arrêté 18 suspects, et révoqué cinq responsables des services de sécurité, dont deux proches du prince héritier. Ce meurtre, qui a terni l'image du prince Mohammed, a suscité une vague de critiques internationales et affecté les relations de Washington avec le royaume, sur lequel les États-Unis s'appuient beaucoup pour contrer l'influence de l'Iran dans la région. Mais M. Jubeir a assuré hier que le royaume «surmontera» cette épreuve. «La question,



PH. A. D. R.

comme je l'ai dit, fait l'objet d'une enquête. Nous saurons la vérité. Les responsables devront rendre des comptes. Et nous mettrons en place des mécanismes pour nous assurer que ceci ne se renouvellera pas», a indiqué M. Jubeir lors du même forum. Jeudi, la directrice de la CIA Gina Haspel a présenté au président américain Donald Trump «ses conclusions et ses analyses de son voyage en Turquie», où elle a rencontré les responsables de l'enquête.

Selon la presse turque, Ankara a partagé avec Mme Haspel des enregistrements vidéo et audio du déroulement du meurtre de Khashoggi. Le corps du journaliste n'a pas été retrouvé. Le fait que Jamal Khashoggi «a été tué est une évidence. Mais où est-il ? Où est

son corps ?», a demandé vendredi le président turc Recep Tayyip Erdogan. La presse et des responsables turcs anonymes ont impliqué le prince ben Salmane, dit «MBS», personnellement dans ce meurtre. Mais M. Erdogan s'est gardé à ce jour de l'accuser nommément. Les deux hommes se sont parlé au téléphone mercredi pour la première fois depuis la mort du journaliste. La fiancée turque de Khashoggi a exigé vendredi que soient punis «tous les responsables» de cette «barbarie». «Ma demande est que tous les responsables impliqués dans cette barbarie, du plus bas au plus haut niveau, soient punis et traduits en justice», a déclaré Hatice Cengiz dans une interview à la chaîne Habertürk TV. **R. C.**



## Points chauds

Condamnations

Par Fouzia Mahmoudi

**R**ien ne semble pouvoir entamer la décision de La France insoumise de se poser en victime d'un complot d'État. Pourtant ces derniers jours la réponse du public face à la campagne de LFI s'est faite on ne peut plus claire, en quelques jours seulement Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du mouvement de gauche radicale a perdu plus de 10 points dans les sondages de popularité. Par ailleurs, la classe politique, même de gauche, s'est montrée implacable et unanime dans sa condamnation de l'attitude de Mélenchon et de ses lieutenants face aux policiers chargés des perquisitions des locaux et des domiciles des responsables de LFI. Mais rien n'y fait, les représentants du parti de gauche radical continuent à hanter les médias pour se plaindre d'être visés par un complot. Ainsi, Adrien Quatennens est monté au créneau hier encore pour défendre Mélenchon, mais aussi dénoncer le «deux poids, deux mesures» dont serait victime le mouvement. «Les comptes de campagne d'En marche ! ont également été mis en cause, pourquoi il n'y a donc pas eu une quinzaine de perquisitions chez les proches du président ? Au siège de La France insoumise, il y a des tracts, mais pas d'armes à feu», assène ainsi un des benjamins de l'Assemblée nationale, rappelant en filigrane l'affaire Benalla. Une version partagée par le chef de son mouvement. «Le coupable du coup monté est à l'Élysée», accuse ainsi Jean-Luc Mélenchon. «Je suis sous le choc», ajoute le député des Bouches-du-Rhône. Dénonçant les perquisitions menées le 16 octobre aux sièges de La France insoumise et du Parti de gauche ainsi qu'à son domicile et chez plusieurs de ses proches, Jean-Luc Mélenchon n'avait jusqu'à présent jamais accusé aussi directement l'Élysée. Le 19 octobre, il avait seulement parlé d'une «offensive politique de toute la macronie», accusant celle-ci d'avoir trouvé des relais «en instrumentalisant la police, la justice et les médias». Trois jours plus tard, le 22 octobre, lundi, il avait semblé changer de cible en dénonçant une «guerre» menée contre lui par «une partie» de la justice, de la police et des médias. «J'ai compris qu'il s'agissait d'une offensive judiciaire sur ordre politique», accuse désormais Jean-Luc Mélenchon. Concernant les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces perquisitions, dans le cadre de deux enquêtes préliminaires, l'une pour des «surfacturations» présumées lors de la campagne présidentielle 2017 de Jean-Luc Mélenchon, l'autre pour de supposés emplois fictifs d'assistants au Parlement européen, Mélenchon a estimé être «dans la situation du procès de Kafka : on ne connaît pas l'accusation, mais il y a un procès». «C'est préoccupant sur le plan des libertés démocratiques», poursuit-il, assurant qu'«en France, on vient de passer de la criminalisation de l'action syndicale et écologique à celle de l'action politique parlementaire». Enfin, au sujet des critiques qui l'ont visé après sa réaction virulente, devant les caméras de télévision, lors de ces perquisitions, le leader de LFI a rejeté ce procès, «sur quelques images passées en boucle sept jours durant» : «Je ne comprends pas un tel niveau de haine contre moi». Pourtant, les Français eux sont de plus en plus nombreux à s'exprimer sur la question et à se ranger du côté de la justice et à estimer que Mélenchon est un justiciable comme un autre qui doit se plier face à la justice. Reste à savoir si dans les jours et semaines à venir il continuera à monter au créneau ou s'il finira par se calmer et attendre les résultats de l'enquête dont il fait l'objet.

F. M.

Afghanistan

## Vote à Kandahar, une semaine après le reste du pays

**L**es bureaux de vote ont ouvert hier dans une province du sud de l'Afghanistan où les élections législatives, organisées la semaine dernière dans le pays, avaient été reportées après l'assassinat par les talibans d'un puissant chef de la police locale. Plus de 500 000 électeurs sont attendus aux urnes au péril de leur vie dans la province de Kandahar, la plus grande du pays et berceau des talibans. Le vote à Kandahar avait été repoussé d'une semaine après l'assassinat le 18 octobre du controversé mais respecté chef provincial de la police, le général Abdul Raziq, homme fort antitaliban considéré comme un rempart contre l'insurrection dans le sud. Le chef des services secrets de la province et un journaliste de la télévision afghane avaient également été tués par un taliban «infiltré», engagé comme garde du corps du gouverneur de la province. Treize personnes avaient été blessées,

dont un général de brigade américain. Le général Scott Miller, commandant en chef de l'armée américaine et de l'Otan en Afghanistan, présent au moment de l'attaque, s'en était sorti indemne. La sécurité a été renforcée pour le vote, la trafic routier a été suspendu dans la ville, a constaté un correspondant de l'AFP. «Nous voulons voter et le ferons même au risque de notre vie», a assuré auprès de l'AFP Samiullah, un électeur de la ville de Kandahar. Mais de longues files d'électeurs se sont formées dès 07h00 heure locale (02h30 GMT), les bureaux de vote ayant ouvert avec deux heures de retard. Les dysfonctionnements enregistrés le week-end dernier semblaient se répéter malgré les vives critiques émises contre la Commission électorale indépendante (CEI), qui organise le scrutin. L'absence d'assesseurs, de liste électorale, de terminaux biométriques (imposés à la dernière minute) ou de personnel sachant

les manipuler avait entraîné de longues files d'attente dans tout le pays et reporté le vote d'une journée dans plus de 250 bureaux. «Nous sommes parfaitement prêts» pour hier, avait pourtant assuré le porte-parole adjoint de la CEI, Kobra Rezaei. A l'issue de ce vote, la CEI publiera les chiffres définitifs sur la participation nationale. Selon elle, près de quatre millions de personnes ont voté le week-end dernier en dépit de nombreuses attaques perpétrées contre les électeurs. Environ 300 personnes avaient été tuées ou blessées hier dernier en marge du vote, selon un comptage de l'AFP. Un bilan quatre fois plus élevé que celui communiqué par les autorités afghanes, qui sont soupçonnées d'avoir délibérément sous-estimé les violences pour ne pas effrayer les électeurs. Les talibans et le groupe État islamique avaient de longue date promis des attentats le jour du vote.





La production nationale à l'honneur à Annaba

# Ouverture aujourd'hui des «journées du film algérien»

■ La ville de Annaba devient au fil des années une destination favorable pour les passionnés du cinéma. Après l'organisation, en mars dernier, du Festival du film méditerranéen, c'est au tour des Journées du film algérien où la production nationale est mise en valeur. Le programme de cette nouvelle édition qui s'ouvre ce soir à la cinémathèque d'Annaba se poursuit jusqu'au 31 octobre courant. Plusieurs films anciens et nouveaux sont à l'affiche, à l'image de «Les enfants de novembre» (1975) de Moussa Haddad, «Le Puits» de Lotfi Bouchouchi et «Les sept remparts de la citadelle» de Ahmed Rachedi.

Par Abia Selles

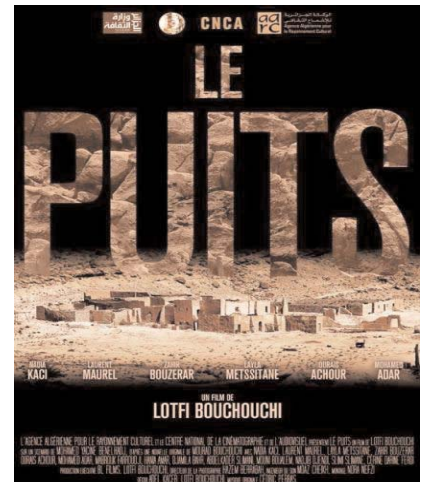
Les cinéphiles de la ville de Bône vont se régaler les quatre prochains jours. En effet, des projections filmiques sont programmées à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 31 octobre courant à la

cinémathèque de la ville. Ce programme cinématographique est organisé dans le cadre des Journées du film algérien qui mettent en valeur la production nationale tout en ouvrant le débat autour des métiers du cinéma et de l'évolution de cet art dans notre pays. Organisées



par l'association des cinéphiles, ces journées se veulent une occasion pour revisiter les anciens films du cinéma algérien, faire découvrir au public des films récents et renouer la relation avec les cinéphiles qui

démontrent plus d'intérêt à cet art ces dernières années. Plusieurs films sont à l'affiche dont «Les enfants de novembre» (1975) de Moussa Haddad, qui retrace les péripéties de Mourad, jeune combattant de la guerre de



Libération. Il y aura aussi des productions plus récentes comme «Le Puits» de Lotfi Bouchouchi sorti en 2016. Les deux réalisateurs seront d'ailleurs présents pour l'occasion, au même titre que Yahia Mouzahem ou Ahmed Rachedi. Ce dernier animera un débat autour de son film «Les sept remparts de la citadelle».

À l'instar des projections filmiques, les amateurs et professionnels du cinéma se réuniront après chaque film pour s'échanger des idées et répondre à des questions. Il est à noter que les organisateurs ont mis un tarif symbolique (70 DA) afin d'encourager les gens à s'intéresser de plus en plus au cinéma. **A.S.**

## Littérature

### Les Rencontres euro-maghrébines des écrivains sont de retour

Les Rencontres euro-maghrébines des écrivains reviennent pour une dixième édition prévue pour le samedi 3 novembre 2018 à Alger. Organisé par la délégation de l'Union européenne en Algérie, l'événement réunit chaque année les férus de bouquins (livres, bandes dessinées, etc.) autour d'un thème principal. Cette année, il s'agira d'explorer le thème du «souvenir» et son influen-

ce sur l'inspiration littéraire. C'est en marge du Salon international du livre d'Alger (Sila) que l'événement se déroule depuis sa sixième édition. Une manière de conjuguer les intérêts littéraires de chacun et de donner une visibilité à l'événement auprès du large public et des personnalités publiques (intellectuels et artistes) déjà présents. Ainsi, les rencontres poseront les questions de l'écriture

et de la mémoire sans s'attacher à des aspects théoriques mais à l'expérience de chacun, auteurs et lectures réunis. Il est à noter que seront présents à l'événement les Etats membres de l'Union européenne, déjà présents au Sila. Rappelons que l'événement aura lieu le samedi 3 novembre de 9h à 14h30 au Palais des expositions, Safex, salle El-Djazair. **F.H.**

Prévu du 1<sup>er</sup> au 3 novembre

### Taghit s'apprête à accueillir «Electric Bivouac Festival»

Taghit abritera pour sa toute première édition le «Electric Bivouac Festival», un festival de musique électro mêlée à de la musique traditionnelle de la région du Sud.

C'est en parallèle du «mousssem» (fin de la récolte des dattes) – très célébré dans la région – que le festival aura lieu,

dans le cadre naturel de la commune de Taghit qui n'est plus à présenter.

Une initiative voulue par «Moov Events» et «Jil Voyages», agences de communication événementielle et de tourisme qui entendent donner un souffle important à la musique électro et aspirent à très vite insuffler un

caractère international au festival en l'exposant à la quantité importante de touristes qui visitent le Sud en hiver. Presque une dizaine de DJs seront de la partie et feront vibrer Taghit de leurs sonorités électro-gnawa et tech-djwan, comme DJ Tarik, Astro Deepak, Twelve et Mino Safo, ou encore, pour la première fois en

Algérie la DJette Paloma Colombe, pour les plus notables. Le festival promet aussi une série d'activités et de loisirs au-delà des concerts du soir. Une équipe de guides sera présente pour faire visiter les environs de Taghit aux festivaliers, en plus d'activités de groupe programmées sur place. Il est à noter que le festival

aura lieu du 1<sup>er</sup> au 3 novembre 2018, et que des départs sont organisés d'Alger, d'Oran et de Béjaïa. Il faut compter 29 900 DA par personne pour l'ensemble du séjour et pour une pension complète. Plus d'informations et programme complet sur la page Facebook de l'événement. **L.B.**

École de théâtre et d'écriture créative à Alger, «Le Pupitre»

### L'établissement ouvre bientôt ses portes

Un nouvel établissement offrant des ateliers de théâtre et d'écriture créative a annoncé son ouverture prochaine à Alger-Centre. Nommée «Le Pupitre», cette nouvelle école de théâtre propose d'accueillir aussi bien les jeunes désireux de se lancer dans le théâtre ou dans l'écriture que les plus jeunes encore (9-11 ans). Les ados, les adultes et les seniors ne seront pas en reste chez «Le Pupitre» puisque des cycles dédiés (Fantasy, Science-fiction) à eux seront programmés, du côté des ateliers d'écriture. Ces derniers

aborderont le processus d'écriture d'un récit et ce, à travers «l'articulation d'idées, sentiments et souvenirs pour en tirer une histoire», «la création d'un univers narratif, de personnages et d'intrigues» ainsi que la «maîtrise du langage».

Concernant les cours de théâtre, ils s'adressent aux comédiens débutants ou confirmés dont l'âge est égal ou dépasse 16 ans. Ils auront à apprendre «la maîtrise de la respiration et de la voix», «le perfectionnement de la diction» sans oublier «l'expression

corporelle et le jeu d'acteur».

Rappelons que «Le Pupitre» ouvre ses portes lors d'une inauguration officielle le jeudi 25 octobre au 25 Bd. Zighoud Youcef (Alger-Centre). Les inscriptions sont possibles à partir de ce dimanche 21 octobre au siège de l'école. Pour plus d'informations et de détails sur les inscriptions, vous pouvez prendre contact avec l'école en écrivant à : leupupitre.alger@gmail.com ou/et en suivant la page Facebook du Pupitre. **C.S.**

### Inauguration d'une nouvelle galerie d'art à Alger

Une nouvelle galerie d'art à Alger est sur le point de voir le jour. Appelée «Galerie le Paon», l'endroit se propose de présenter au public des expositions diverses.

Elle sera inaugurée le samedi 03 novembre 2018. C'est à travers le vernissage de sa toute

première exposition que la galerie le Paon ouvrira ses portes. Au menu, huit artistes plasticiens qui auront l'honneur de baptiser le lieu à travers une exposition de leurs travaux qui s'étalera jusqu'au 24 novembre.

Parmi le panel d'artistes, on peut citer Moncef Guita, peintre

et poète, ou encore Yasmina Saâdou, peintre et enseignante à l'école des beaux-arts. Une très bonne occasion pour découvrir une nouvelle galerie qui ne manquera pas de se diversifier, c'est en tout cas l'engagement d'Amal Mihoub, fondatrice de la galerie qui a porté le

projet jusqu'à son aboutissement et qui invite le public à cette inauguration. Il est à noter que la galerie se situe au centre des arts Riadh-el-Feth (niveau 104). Elle est accessible tous les jours sauf le vendredi, et ce de 10h à 18h. **R.C.**

#### AGEND'ART

Galerie Seen Art  
Jusqu'au 3 novembre :  
Exposition collective intitulée «Versions Originales» avec les artistes Yasser Ameur (L'homme jaune), Leïla Boutammime, Amar Briki, Faïza Maghni, Adlane Samet, Mayalnes Touam et Hocine Zaourar.  
Galerie d'art Dar-EL-Kenz (Lot Bouchaoui 2, n°325, Chéraga, Alger)  
Jusqu'au 7 novembre  
18<sup>e</sup> Salon d'automne du petit format, avec la participation de 24 artistes dont Bettina Heinen Aych, Catherine Rossi, Shahrîr Pirozram, Samia Skenazen, Moussa Bourdine, H'ssissen, Mohamed Massen et Rachid Talbi. Vernissage aujourd'hui, à partir de 15h.  
Galerie d'Arts Mohammed-Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)  
Jusqu'au 3 novembre :  
Exposition de peinture de Djahida Houadef, sous le thème «Passage rituelique».



## JS Saoura La direction demande plus de moyens de l'Enafor

LA PARTICIPATION de la JS Saoura à la prochaine édition de la Ligue des champions africaine a été l'un des dossiers importants traités lors d'une réunion ayant regroupé jeudi à Alger la direction de ce club avec son partenaire principal, à savoir l'Entreprise nationale des forages (Enafor), a-t-on appris du directeur général de la formation du sud-ouest du pays. Au cours de cette réunion qui s'est déroulée à Alger, les responsables de la JSS ont notamment sollicité leur partenaire pour mettre davantage de moyens financiers afin de permettre à leur club de bien aborder la prestigieuse compétition continentale interclubs à laquelle il prend part pour la deuxième fois de son histoire. La JSS, vice-championne d'Algérie, avait effectué son baptême de feu dans cette épreuve lors de l'exercice 2016-2017, mais son aventure s'est arrêtée dès le tour préliminaire. Elle espère néanmoins faire mieux lors de l'édition de 2019 qui débutera dans quelques semaines, a déclaré à

l'APS le directeur général du club, Mohamed Djebbar. Par ailleurs, le report de la 12<sup>e</sup> journée du championnat à mardi prochain alors qu'elle était prévue initialement pour ce week-end, a mis les gars de Béchar dans l'embaras, a déploré la même source. En effet, la formation de la JSS, qui allait affronter ce vendredi le MC Alger au stade du 5-Juillet, se trouve dans la capitale depuis mercredi dernier. Le report à mardi prochain de ce match, l'obligera à y prolonger son séjour afin d'éviter de faire un autre long déplacement en aller-retour, indique-t-on. Côté effectif, la direction de la JSS vient de résilier le contrat de son attaquant guinéen Sidouba Camara, arrivé seulement cet été au club. Le joueur, n'ayant pas apporté le plus escompté, a été libéré pour permettre d'exploiter sa licence afin d'engager un second joueur étranger en vue notamment de la participation du club à la Ligue des champions, a encore souligné le directeur général de la JSS.

## USM Alger Un calendrier d'enfer

L'USM ALGER, actuel co-leader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, aura un calendrier très chargé pendant le mois de novembre, car appelée à disputer cinq gros matchs en l'espace de seulement 23 jours (quatre en Championnat et un en Coupe arabe), tout en ayant aucun droit à l'erreur, pour espérer rester en course dans ces deux compétitions. Les Rouge et Noir commenceront par recevoir leur co-leader, la JS Kabylie, le 6 ou le 7 novembre pour le compte de la 13<sup>e</sup> journée de championnat, avant d'enchaîner trois jours plus tard par un périlleux déplacement chez le MC Oran, pour le compte de la 14<sup>e</sup> journée. Les camarades du capitaine Mohamed Lamine Zemmamouche auront à peine eu le temps de souffler qu'ils seront appelés à accueillir le champion en titre, le CS

Constantine, qui viendra leur rendre visite au stade Omar-Hamadi le 15 dudit mois, en match avancé de la 15<sup>e</sup> journée. Dès le lendemain de cette chaude empoignade, les Algérois commenceront à préparer leur déplacement au Soudan, en prévision du 8<sup>e</sup> de finale aller de la Coupe arabe 2018, qui les opposera à Al Marrikh local, le 20 du même mois. Ce n'est qu'à partir de là que l'USMA commencera à souffler un peu, puisque son match suivant n'aura lieu que le 29 novembre. Ce sera pour la réception de l'Entente sportive sétifienne, en match comptant pour la mise à jour de la 11<sup>e</sup> journée du championnat. Un calendrier hyper chargé donc pour le club de Soustara et qui sera probablement déterminant pour la suite de son parcours, aussi bien dans le championnat local qu'en Coupe arabe.

## Lutte / Mondiaux-2018

### Benaïssa se contente de la cinquième place

LE LUTTEUR algérien Tarek Aziz Benaïssa (72 kg) a raté la médaille de bronze de sa catégorie en lutte gréco-romaine aux championnats du monde 2018 (seniors), en s'inclinant face au Bulgare Aik Mnatsakanian sur le score de 9 à 0, en finale pour la troisième place disputée vendredi à Budapest (Hongrie). Éliminé en huitième de finale, par le Hongrois Balint Korpasi (11-0), Benaïssa a réussi à se hisser à la finale pour la médaille de bronze en s'imposant lors des repêchages face au Brésilien Joilson De Brito Ramos Junior (4-1). La médaille d'or de la catégorie (72 kg) est revenue à l'Allemand Frank Staebler vainqueur du Hongrois Balint Korpasi (2-1), alors que la

deuxième médaille de bronze a été remportée par l'Azéri Rasul Chunyaev qui a battu le Russe Abuyazid Mantsigov (4-3). Un autre lutteur algérien a effectué ce vendredi son entrée en lice dans la compétition. Il s'agit de Boudjemline Adem (87 kg), éliminé en huitième de finale face au Turc Metehan Basar (3-2). Il va défier lors des repêchages pour la médaille de bronze le Canadien Philip Rawerio Barreiro. Pour sa part Hamza Haloui (97 kg) affrontera samedi le Tchèque Ondrej Dadak pour le compte des 16es de finale. Quant à Fergat Abdelkrim (55 kg) il avait été éliminé jeudi en 1/8 de finale de la catégorie devant le Brésilien Sargis Khachatryan (5-3).

# JS Kabylie Mellal crie au scandale

■ Le président de la JS Kabylie, Cherif Mellal, crie au scandale après le report par la LFP de la 12<sup>e</sup> journée, désormais programmée pour mardi, 30 octobre, pour permettre à tous les dirigeants de participer aux travaux de l'AG extraordinaire de la FAF relative à l'adoption du projet de création de quatre centres de formation, voté hier au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa.



Par Mahfoud M.

En effet, Mellal pense que ce report casse la dynamique de tous les clubs et surtout de sa formation. «Le travail de toute une semaine est parti en fumée et il sera difficile de remobiliser tout le monde pour les prochains jours», a indiqué Mellal qui craint que ce report ne brise la JSK qui était sur une belle lancée avec une série de bons résultats arrachés de haute lutte après des sacrifices des joueurs et du staff technique. Le boss de la JSK sait qu'il sera difficile de demander plus à ses poulains et les amener

à se concentrer davantage quand une telle situation risque de casser l'équipe qui se doit pourtant d'être très concentrée pour continuer cette belle série et rester donc en tête du classement de la Ligue I Mobilis, même si ce ne sera pas facile devant le retour de l'USMA et d'autres formations à l'image de l'ESS et du MCA. Mellal est allé loin dans son constat, se demandant qui gère réellement le championnat étant donné que le report a été annoncé à une heure tardive jeudi dernier alors que tout le monde connaissait la date de la tenue de l'AG extraordinaire de la FAF. Il dira que même le coach

français des Canaris, Dumas, s'est montré furieux après l'annonce et n'a pas vraiment compris ce qui se passe dans notre championnat, étant donné qu'on ne peut programmer un arrêt du championnat de cette manière sans consulter les clubs. Le patron de la formation de la ville des Genêts a, en outre, confirmé que son équipe est entrée en mise au vert pour préparer le match de la 12<sup>e</sup> journée et que ce report a tout chamboulé. Il souhaite, enfin, que la LFP prenne des décisions plus sages pour le bien des clubs.

M. M.

## Qualifications CAN-2019 (5<sup>e</sup> journée)/Togo Le Roy souhaite l'emporter face aux Verts

Le sélectionneur français de l'équipe togolaise de football, Claude Le Roy, a relevé la nécessité de l'emporter face à l'Algérie le 18 novembre prochain à Lomé, estimant que le Togo était revenu de loin dans les qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019. «Ce sera un match compliqué. Mes deux meilleurs défenseurs centraux, Hakim (Ouro-Sama) et Djene (Dakonam) sont suspendus, il va falloir être créatif. Je sais que les Algériens ne sont pas contents de jouer sur cette pelouse dangereuse et ils ont raison : si on tacle, on peut s'arracher la peau. C'est ce qui est d'ailleurs arrivé à un de mes joueurs. Ce n'est pas très compliqué, il va falloir gagner ce match. On revient de très loin et si on gagne on repasse devant l'Algérie. Il y a des joueurs de talent au Togo et on peut leur poser de grands problèmes, comme eux peuvent nous en

poser aussi. Ce sera un super match mais il ne faut pas oublier que ça reste que du football», a affirmé le coach des Eperviers dans un entretien au site sportif Actufoot. Au terme de la 4<sup>e</sup> journée, l'Algérie et le Bénin se partagent le fauteuil de leader du groupe D avec 7 points chacun, devant le Togo (5 points), alors que la Gambie ferme la marche avec 2 points. Le sélectionneur du Togo est revenu sur le cas de son capitaine et joueur vedette Emmanuel Adebayor, ce dernier a décidé de boycotter son équipe, refusant d'évoluer sur la pelouse détériorée du stade de Lomé. «Il n'y a pas de dossier Adebayor ! Il ne jouait pas mais il était là avec nous. C'est quelqu'un qui a des grands segments et qui a du mal avec la pelouse ondulée abominable. On a un terrain qui est en travaux et qu'on

ne peut plus utiliser et un autre qui est catastrophique, c'est une honte. Avec ses grands compas, quand il s'entraîne dessus, il a des tendinites, des problèmes articulaires. Il a 35 ans, il n'est plus très jeune. Ce genre de terrain le bousille complètement au niveau physique. On ne peut pas imposer à un joueur de jouer, surtout qu'il était trop handicapé. Tant que la CAF et la FIFA tolèrent qu'on joue sur des champs de patates, il ne faudra pas s'étonner que l'Afrique ait du mal footballistiquement parlant. Malheureusement, on s'occupe plus des fauteuils présidentiels dans les loges que des pelouses», a-t-il regretté. Dans l'autre match de la 5<sup>e</sup> journée, la Gambie accueillera à Banjul le Bénin le 17 novembre. La 6<sup>e</sup> et dernière journée des qualifications se jouera en mars 2019. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2019.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Salon international du livre d'Alger

## La France au 23<sup>e</sup> Sila

DANS le cadre du 23<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger qui se tiendra du 30 octobre au 10 novembre 2018, l'ambassade de France en Algérie et l'Institut français d'Algérie accueilleront le public sur un espace de 66m2 situé dans le Pavillon central.

Cette année encore, et après une invitation d'honneur en 2015 qui avait permis à près de soixante-dix personnalités du monde du livre de débattre et d'échanger, la France rendra un vibrant hommage à la littérature française et francophone, à la hauteur de l'événement et de la relation culturelle et humaine qui lie la France et l'Algérie.

De nombreux auteurs viendront présenter leurs derniers ouvrages et échanger avec le public autour de leur œuvre. Nous sommes ainsi honorés d'accueillir des figures majeures de la littérature française et algérienne comme Azouz Begag, romancier et ancien ministre, mais également Wilfried N'Sondé, Adlène Meddi, auteur du très remarqué 1994, Pierre Pouchairet, David Foenkinos, lauréat du prix Renaudot en 2014 et romancier à succès, Maïssa Bey, Abdelkader Djemai, Akli Tadjer, ou encore Jean-Marie Blas de Roblès, lauréat du Prix Médicis en 2008 pour «*La où les tigres sont chez eux*». Au total, ce sont plus d'une vingtaine d'invités qui viendront témoigner au Pavillon France pour des rencontres-débats ouvertes à tous et sans inscription préalable.

A ces rencontres littéraires s'ajouteront des tables rondes professionnelles qui évoqueront les problématiques propres au secteur du livre. Ainsi Xavier Moni, libraire et président du syndicat de la librairie française dialoguera avec ses collègues algériens, Fatiha Soual, présidente de l'association des libraires algériens, et Smaïn M'hand, libraire et éditeur, tandis que Rebecca Byers, spécialiste des droits et des acquisitions, interviendra au salon international de l'industrie du livre, Bookprod.

La programmation ne se limitera pas au seul stand du Sila car d'autres événements sont prévus à l'Institut français d'Alger. Deux conférences sont notamment prévues, dont celle de Kamel Daoud, qui présentera son dernier ouvrage, «*Le peintre dévorant la femme*», ainsi que deux projections en présence d'une partie des équipes du film : «*La Délicatesse*», de David Foenkinos, et «*La loi de la jungle*», d'Antonin Peretjatko. Bref, il y en aura pour tous les goûts ! Le programme complet vous sera très bientôt communiqué. Le pavillon France sera enfin un lieu d'information et de renseignement sur les différents services proposés par l'Institut Français d'Algérie : les cours de français, le service Campus France ou encore les actions de coopération menées par le Bureau du livre d'Alger.

Communiqué

Les 29 et 30 octobre

## Sommet «Algeria Future Energy» à Alger

LE GROUPE national des hydrocarbures Sonatrach organisera les 29 et 30 octobre en cours à Alger le Sommet «Algeria Future Energy», a-t-il indiqué dans un communiqué. Coorganisé avec la société britannique de conférences, d'expositions et de formation sur l'énergie et les infrastructures CWC, ce rendez-vous du pétrole et du gaz se tiendra sous le thème de «La diversification, l'innovation et l'investissement». Il verra la participation des leaders

mondiaux de l'industrie des hydrocarbures et des énergies renouvelables, ainsi que plusieurs ministres de l'Energie et les secrétaires généraux de l'Opep et du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), précise Sonatrach. Cette plateforme de discussions, axée sur l'investissement et la politique énergétique de l'Algérie, permettra de partager les points de vue des différents acteurs mondiaux de l'industrie du pétrole et du gaz.

R. E.

Boumerdès et Tissemsilt

## Quatre abris pour terroristes détruits et deux éléments de soutien arrêtés

QUATRE abris pour terroristes ont été détruits vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire à Boumerdès, alors que deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans cette même wilaya et à Tissemsilt, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la

contrebande et la criminalité organisée un détachement de l'ANP «à saisi trois fusils de chasse non autorisés, 149 cartouches de calibre 16 mm et une quantité de poudre noire à Tiaret», tandis que les éléments de la Gendarmerie nationale d'Oran «ont arrêté deux individus et saisi près de six kilogrammes de kif traité et 5 425 unités de différentes boissons».

H. Y.

## vague d'arrestation des journalistes et Blogueurs



Loumis

Djalou@hotmail.com

Agex de la FAF pour le projet de centres de formation

## Comme une lettre à la poste...

■ Pas de surprise donc hier lors de l'assemblée générale de la Fédération algérienne de football (FAF) qui s'est déroulée au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa, étant donné que les membres de l'AG ont adopté à l'unanimité le projet de réalisation de quatre centres de formation.

Par Mahfoud M.

Les présidents des clubs de ligues professionnelles 1 et 2 et les présidents des ligues de wilayas ont approuvé le projet de réalisation de quatre centres de formation qui seront implantés dans différentes wilayas (Tlemcen, Saïda, El-Tarf et Batna). Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, dans son allocution d'ouverture a mis en exergue le caractère «bénéfique» à travers la réalisation de ces quatre centres de formation qui seront encadrés par des experts. Il a également remercié le ministère de la Jeunesse et des Sports et les autorités locales pour les facilités accordées en matière de foncier, en soulignant que ces centres seront bénéfiques essentiellement aux clubs et jeunes catégories entre 13 et 15 ans qui seront encadrées par des personnes qualifiées et compétentes. Pour rappel, l'enveloppe financière allouée à la réalisation d'un seul centre est de 1,5 milliard DA et qu'il est «probable» de programmer la réalisation de deux autres centres à Ouargla et

Béchar en cas de choix d'assiettes de terrain par les autorités de wilaya, avait déclaré le président de la FAF lors d'une tournée à Tlemcen. Le projet est donc passé comme une lettre à la poste, même si le premier responsable de la FAF craignait quelque peu qu'il y ait des oppositions, surtout que ce projet de centres de formation annule de facto celui portant réalisation d'un hôtel pour la FAF et qui avait été voté par ces mêmes membres du temps de l'ex-président de la Fédération, Mohamed Raouraoua. Zetchi avait, lui, bien préparé le terrain en se rendant dans différentes wilayas des

quatre régions du pays pour expliquer ce projet qui avait reçu l'aval et le consentement de la FIFA et qui devrait le financer comme elle fait avec toutes les fédérations sollicitant l'aide de l'instance internationale pour la promotion du football. Toutefois, certaines voix se sont opposées au projet en ayant comme argument que la formation est du ressort des clubs et que si la somme réservée à ces centres de la FAF avait été accordée aux clubs professionnels, cela aurait été plus judicieux pour la création de leurs propres centres de formation.

M. M.

La route qui tue

## 14 morts et 28 blessés en 48 heures

QUATORZE personnes ont trouvé la mort et 28 autres ont été blessées dans 13 accidents de la circulation enregistrés ces dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un bilan rendu public samedi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Oran avec le décès de deux personnes suite à une collision

entre deux motocyclistes et un véhicule léger, survenue sur le chemin de wilaya 84, commune d'Ain Turk, précise la même source. Par ailleurs, une personne est décédée suite à un éboulement de terrain survenu dans une galerie au niveau d'une mine exploitée au lieu-dit Sidi Omar, commune de Boukaid, dans la wilaya Tissemsilt.

Hani Y.